



## CHAPITRE 21

### LOI CONCERNANT LES HUISSIERS

Titre  
abrégé.

**1.** La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des huissiers*. S. R. 1925, c. 152, a. 1.

#### SECTION I

##### DE L'ADMISSION DES HUISSIERS

Qualité  
requis.

**2.** Nul ne peut être admis comme huissier de la Cour supérieure et immatriculé comme tel à moins que, à l'époque de son admission, il ne puisse écrire suffisamment l'orthographe de la langue française ou de la langue anglaise.

Requête.

Toute requête adressée à ce tribunal à l'effet de faire recevoir le requérant au nombre des huissiers de la Cour supérieure, doit être renvoyée au protonotaire qui examine l'aspirant et fait rapport au tribunal de ses qualités, tant de celles exigées par le présent chapitre que par la loi; et telle requête ne doit pas être accordée si le rapport du protonotaire ne constate pas que le requérant peut écrire suffisamment l'orthographe tel que ci-dessus mentionné.

**Saguenay.** Dans le district de Saguenay, le tribunal, au lieu de renvoyer la requête au protonotaire, peut dispenser le candidat de l'examen et accepter toute autre preuve de compétence qu'il juge suffisante. S. R. 1925, c. 152, a. 2.

**Honoraire.** **3.** Sur chaque examen le protonotaire reçoit du requérant la somme de quatre dollars, laquelle comprend le coût de son rapport au tribunal. S. R. 1925, c. 152, a. 3.

## CHAPTER 21

### AN ACT RESPECTING BAILIFFS

**1.** This act may be cited as the *Bailiffs' Act*. R. S. 1925, c. 152, s. 1.

Short  
title.

#### DIVISION I

##### ADMISSION OF BAILIFFS

**2.** No person shall be admitted as a bailiff of the Superior Court nor registered as such, unless he be able, at the time of his admission, to write the English or French language, with sufficient grammatical correctness.

Every petition addressed to the court to have the petitioner admitted a bailiff of the Superior Court, shall be referred to the prothonotary, who shall examine the candidate and report to the court touching his qualifications as by this act and by law required; and the prayer of such petition shall not be granted, unless it appear by the report of the prothonotary that the petitioner can write as aforesaid.

In the district of Saguenay, the court, instead of referring the petition to the prothonotary, may relieve the candidate from such examination, and accept any other proof of his qualification as it may deem sufficient. R. S. 1925, c. 152, s. 2.

**3.** The prothonotary shall receive from each petitioner the sum of four dollars for each examination, which sum shall include the cost of his report to the court. R. S. 1925, c. 152, s. 3.

Fees.

Discretion.

4. Le tribunal a toujours le pouvoir discrétionnaire de rejeter la requête, même au cas où le requérant posséderait les qualités mentionnées ci-dessus. S. R. 1925, c. 152, a. 4.

4. The court may always, in its discretion, reject such petition, even though the petitioner possess the qualification above mentioned. R. S. 1925, c. 152, s. 4.

Gaspé.

5. Le district de Gaspé n'est point soumis à l'opération des articles 2, 3 et 4. S. R. 1925, c. 152, a. 5.

5. Sections 2, 3 and 4 shall not apply to the district of Gaspé. R. S. 1925, c. 152, s. 5.

## SECTION II

## DU CAUTIONNEMENT DES HUISSIERS

Cautionnement.

6. Toute personne nommée huissier de la Cour supérieure doit, avant d'entrer en fonction, donner un cautionnement de quatre cents dollars conformément à la section quatrième de la Loi des employés publics (chap. 10) relative aux cautionnements des officiers publics.

Garantie.

Le cautionnement ainsi donné par l'huissier est une garantie au montant de la somme stipulée, pour les dommages que pourrait souffrir toute personne ou partie par sa négligence coupable ou sa malversation.

Avis.

Dès la nomination d'une personne comme huissier de la Cour supérieure, le proto-notaire doit en aviser par écrit le trésorier de la province en donnant le nom et l'adresse de la personne ainsi nommée. S. R. 1925, c. 152, a. 6; 24 Geo. V, c. 46, a. 1.

6. Every person who is appointed a bailiff of the Superior Court shall, before acting as such, give security in the sum of four hundred dollars, in conformity with division IV of the Public Officers Act (Chap. 10).

The security so given by a bailiff shall be a security, to the amount thereof, for the damages sustained by any person or party by reason of the culpable negligence or misconduct of the bailiff.

Upon the appointment of any person as a bailiff of the Superior Court, the prothonotary shall forthwith communicate such appointment in writing to the Provincial Treasurer, giving the name and address of the person so appointed. R. S. 1925, c. 152, s. 6; 24 Geo. V, c. 46, s. 1.

## SECTION III

## DU CAUTIONNEMENT DES HUISSIERS DU DISTRICT DE MONTRÉAL

Corporation.

7. La corporation des huissiers du district de Montréal est chargée de garantir elle-même jusqu'au montant de quatre cents dollars pour chacun de ses membres, leur fidélité dans l'exécution de leurs devoirs et de leurs obligations.

Dépôt.

A cette fin, la corporation est tenue de déposer entre les mains du trésorier de la province une garantie jusqu'au montant de dix mille dollars. S. R. 1925, c. 152, a. 7.

Police d'assurance.

8. Pour assurer le dépôt du montant mentionné dans l'article 7, la corporation des huissiers du district de Montréal doit

## DIVISION II

## BAILIFFS' SECURITY

## DIVISION III

## SECURITY TO BE GIVEN BY THE BAILIFFS OF THE DISTRICT OF MONTREAL

7. The corporation of the bailiffs of the district of Montreal shall itself be security for the faithful performance of the duties and obligations of each of its members, to the amount of four hundred dollars.

For that purpose, the corporation shall deposit, with the Provincial Treasurer, security to the amount of ten thousand dollars. R. S. 1925, c. 152, s. 7.

8. To secure the deposit of the amount mentioned in section 7, the corporation of bailiffs of the district of Montreal shall

remettre au trésorier de la province une police de la *London Guarantee Company*, ou de toute autre compagnie approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, pour un montant de vingt mille dollars.

Diminution.

Cette police est diminuée de dix mille dollars lorsque la corporation a versé une somme de cinq mille dollars entre les mains du trésorier et devient éteinte lorsque les derniers cinq mille dollars sont ainsi versés.

Versements.

Ce montant de dix mille dollars est versé entre les mains du trésorier de la province par paiements de cinq cents dollars, le 1er décembre de chaque année, à partir du 1er décembre 1890. S. R. 1925, c. 152, a. 8.

deliver to the Provincial Treasurer a policy of the *London Guarantee Company*, or of any other company approved by the Lieutenant-Governor in Council, for an amount of twenty thousand dollars.

The said policy shall be reduced by ten thousand dollars, when the corporation shall have paid in an amount of five thousand dollars to the Provincial Treasurer, and shall lapse when the last five thousand dollars shall have been so paid.

The said amount of ten thousand dollars shall be paid to the Provincial Treasurer, by payments of five hundred dollars, on the first day of December in each year from the first day of December, 1890. R. S. 1925, c. 152, s. 8.

#### SECTION IV

##### DES DEVOIRS DES HUISSIERS

Cours de circuit.

**9.** Les huissiers de la Cour supérieure nommés pour un district quelconque sont aussi, sans autre nomination, huissiers et officiers de la Cour de circuit pour le même district, et sont soumis à la Cour de circuit à raison de leurs charges, et le cautionnement donné par eux s'étend à tous leurs actes ou omissions comme huissiers de la Cour de circuit et s'y appliquent aussi complètement qu'à leurs actes ou omissions comme huissiers de la Cour supérieure. S. R. 1925, c. 152, a. 9.

Pouvoirs.

**10.** Les huissiers de la Cour supérieure peuvent agir en cette qualité dans les limites du district pour lequel ils ont été nommés, et dans les autres districts, dans les cas prévus par la loi, pour signifier et mettre à exécution tous les brefs, ordres et procédures qui émanent tant de la Cour supérieure que de la Cour de circuit et des autres tribunaux en cette province, et qui peuvent être légalement adressés à un huissier. S. R. 1925, c. 152, a. 10.

#### DIVISION IV

##### BAILIFFS' DUTIES

**9.** The bailiffs of the Superior Court, appointed for any district, shall be bailiffs and officers of the Circuit Court for the same district without any other appointment, and shall be amenable to the Circuit Court as such officers, and the security given by them shall extend and be applicable to all their acts or omissions as bailiffs of the Circuit Court, as fully as to their acts or omissions as bailiffs of the Superior Court. R. S. 1925, c. 152, s. 9.

**10.** Every bailiff of the Superior Court may act as such within the district for which he has been appointed, and in other districts in the cases provided by law, for the service and execution of all writs, orders and process issuing, as well from the Superior Court as from the Circuit Court, and from all other courts in the Province, which may lawfully be directed to a bailiff. R. S. 1925, c. 152, s. 10.

#### SECTION V

##### DE LA DESTITUTION DES HUISSIERS

Destitution.

**11.** Les huissiers peuvent être destitués par la Cour supérieure ou par tout juge de cette cour, ou par la Cour de circuit. S. R. 1925, c. 152, a. 11.

#### DIVISION V

##### REMOVAL OF BAILIFFS

**11.** Bailiffs shall be removeable by the Superior Court or by any judge thereof, or by the Circuit Court. R. S. 1925, c. 152, s. 11.

SECTION VI  
DES PÉNALITÉSRefus ou  
négligen-  
ce.

**12.** Tout huissier qui néglige ou refuse d'exécuter un bref d'assignation ou d'exécution, émané de la Cour de circuit dans un district autre que celui pour lequel il est nommé huissier, et qui lui a été confié, ou qui n'exécute pas ou ne rapporte pas convenablement tel bref d'assignation ou d'exécution, est passible de dommages à l'instance du demandeur ou autre personne intéressée, pour toute perte ou dommage résultant de cette négligence ou de ce refus, ou de l'exécution ou du rapport irrégulier de tel bref, et le cautionnement de cet huissier s'étend et s'applique à ces dommages comme dans les autres cas, conformément à la loi. S. R. 1925, c. 152, a. 12.

Deniers  
prélevés.

**13.** Tout huissier auquel il a été adressé un bref d'exécution émané de la Cour de circuit dans un district autre que celui pour lequel il a été nommé, et qui a prélevé le montant de ce bref ou quelque partie de ce montant, est tenu responsable du paiement de ce qu'il a ainsi prélevé, au saisissant ou à la cour d'où le bref a émané, et peut être contraint par corps d'effectuer ce paiement suivant le cours ordinaire de la loi, et par ordre de la Cour de circuit au lieu où tel bref d'exécution a émané. S. R. 1925, c. 152, a. 13.

Malversa-  
tion.

**14.** Si un huissier, sous le prétexte de mettre à exécution un ordre d'un tribunal, se rend coupable d'extorsion ou de malversation, ou s'il ne paye pas les deniers qu'il a prélevés ou reçus, ou s'il n'en rend pas un compte fidèle, la Cour supérieure, ou la Cour de circuit, peut s'en enquérir d'une manière sommaire, si la partie lésée juge à propos de porter plainte devant elle; et tel tribunal peut, à cette fin, assigner toutes les parties nécessaires et les obliger à comparaître, et donner tel ordre pour le remboursement à la partie lésée de toute somme extorquée ou pour le paiement de deniers ainsi prélevés ou reçus, avec les frais que le tribunal croit à propos d'accorder, et si tel huissier ne paye pas immédiatement la somme qu'il a eu l'ordre de payer, le juge peut le faire incarcérer dans la prison commune du district où il est détenu jusqu'à parfait paiement. S. R. 1925, c. 152, a. 14.

DIVISION VI  
PENALTIES

**12.** Any bailiff who neglects or refuses to execute any writ of summons or execution issued out of the Circuit Court in any district other than that in and for which he is appointed as a bailiff, and which has been entrusted to him, or who improperly executes or returns any such writ of summons or execution, shall be liable in damages at the suit of the plaintiff or other interested person for all injury or loss sustained by such neglect or refusal, or by such improper execution or return of any such writ, and the sureties of such bailiff shall be holden as in other cases according to law. R. S. 1925, c. 152, s. 12.

Neglect to  
execute  
process.

**13.** Any bailiff to whom is directed a writ of execution, issued out of the Circuit Court in any district other than that in which he is empowered to act as bailiff, and who has levied the amount of the said writ, or any part thereof, shall be responsible for the due payment thereof to the seizing party or into the court from which the writ issued, and shall be liable to coercive imprisonment for neglect of the same, by the ordinary course of law, and by the order of the Circuit Court at the place where such writ of execution issued. R. S. 1925, c. 152, s. 13.

Responsi-  
bility for  
moneys.

**14.** If any bailiff, acting under colour and pretence of the process of any court, be guilty of extortion or misconduct, or does not duly pay or account for any money levied or received by him, the Superior Court or the Circuit Court, if the party aggrieved thinks fit to complain, may inquire into such matter in a summary way, and for that purpose summon and enforce the attendance of all necessary parties, and may make such order thereupon for the repayment of any money so levied or received as aforesaid, and for the payment of such costs to the party aggrieved as such court thinks just; and, in default of immediate payment of any money so ordered to be paid by such bailiff, the judge may commit the offender to the common gaol of the district, there to be detained until such payment is made in full. R. S. 1925, c. 152, s. 14.

Extortion;  
miscon-  
duct.